

L'Humanité 12 avril 2026

<https://www.humanite.fr/politique/alexandre-brugere/islamisme-immigration-alexandre-brugere-un-prefet-tres-politique>

Islamisme, immigration... Alexandre Brugère, un préfet très politique

Simon Guichard

Nommé préfet des Hauts-de-Seine en novembre 2024, Alexandre Brugère présente un profil atypique et une conception du rôle assez éloignée de la neutralité exigée par la fonction. Accusé par ses détracteurs de faire de la politique, le haut fonctionnaire mène une croisade contre l'immigration et l'islamisme dans son département, quitte à dépasser les bornes.

Un profil rare. Le représentant de l'État dans les Hauts-de-Seine depuis fin 2024, est un homme pressé. À 39 ans, **Alexandre Brugère, l'ex-directeur de cabinet de Gérald Darmanin place Beauvau**, est l'un des plus jeunes préfets de France. Mais l'arrivée de cet enfant du 92 à la préfecture de Nanterre fait grincer des dents.

Et pour cause : désormais chargé d'organiser les élections dans le département, Alexandre Brugère s'était présenté sur une liste LR aux municipales à Asnières-sur-Seine, en 2020. Depuis 2024, il est le suppléant de Nicole Dubré-Chirat, députée Renaissance du Maine-et-Loire. *« Les nominations "politiques" ont toujours existé, décrypte Françoise Dreyfus, professeur émérite de Science politique à la Sorbonne. Mais les préfets sont censés être neutres dans l'exercice de leurs fonctions. »*

Les « cercles de feu » dans le 92

Pas avare de politique et de polémiques, Alexandre Brugère a embrassé avec ferveur la doctrine des « cercles de feu » théorisée par Bruno Retailleau pour désigner l'immigration, le narcotrafic et l'islamisme.

Depuis son entrée en fonction, il affiche d'ailleurs des statistiques hallucinantes sur l'immigration (+ 500 % d'assignation à résidence des étrangers délinquants, – 62 % de régularisation d'étrangers sans papiers, + 1250 % de refus depuis octobre 2024) et a fait de la lutte contre l'islamisme *« un combat total »*. Sur le sujet, Alexandre Brugère publie des notes sur les Frères Musulmans dans la revue de la Fondapol, un think tank de droite extrême.

Pour discuter de son opuscule intitulé *« Combattre l'islamisme sur le terrain »*, préfacé par Bruno Retailleau, le préfet Brugère a accepté l'invitation du diocèse de Nanterre... même si l'événement avait lieu dans une église. Une entorse manifeste à la laïcité.

« Quand un représentant de l'État parle d'islamisme dans un lieu de culte catholique, ce n'est pas neutre, le préfet sort de son devoir de réserve, rappelle le député LFI du département Aurélien Saintoul. Avant ça, il avait jeté en pâture le nom d'un collaborateur du maire de Colombes, l'accusant d'entrisme islamiste sans preuves. » Suite à cet épisode, le directeur de cabinet du maire de Colombes a démissionné.

Un véritable scalp pour le haut fonctionnaire aux accents très politiciens. Le signe d'un prochain retour dans l'arène ? Le préfet le jure : *« J'ai eu par le passé un engagement politique. Mais je suis engagé depuis plusieurs années au service de l'État et je souhaite continuer à m'y consacrer. »* La frontière entre les deux semble pourtant plus floue que jamais.